

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Alvaro-Uribe-candidat-a-un-second-mandat-en-Colombie>

# **Alvaro Uribe candidat à un second mandat en Colombie**

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 28 novembre 2005

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Par l'Agence France-Presse**

Bogota, Le dimanche 27 novembre 2005

Le président colombien Alvaro Uribe a annoncé officiellement dimanche soir à Bogota qu'il présentait sa candidature pour un second mandat lors des élections présidentielles de mai 2006.

« En accord avec la justice, j'ai l'intention de participer à l'élection présidentielle », a déclaré Alvaro Uribe dans un message radio-télévisé.

« Ma campagne électorale sera atypique », a ajouté le chef de l'État, car « le président doit être plus garant (du bon déroulement de l'élection) que candidat ».

M. Uribe a indiqué qu'il reconduirait dans ses fonctions l'actuel vice-président Francisco Santos et que la campagne électorale commencera le 28 janvier.

Alvaro Uribe, un avocat de droite de 53 ans qui jouit d'une forte popularité dans le pays avec 56 % d'intentions de vote favorables, avait déclaré à plusieurs reprises ces derniers mois qu'il aspirait à un second mandat présidentiel jusqu'en 2010 afin de parfaire sa politique d'élimination des guérillas et de démobilisation des milices paramilitaires d'extrême droite.

Le président colombien a franchi fin octobre le principal obstacle à sa future réélection en obtenant de la cour constitutionnelle l'autorisation de se présenter à la présidentielle.

La décision d'autoriser un second mandat présidentiel, jusque là interdit par la constitution colombienne, est intervenue alors que la gauche est divisée, qu'Alvaro Uribe représente pour la guérilla la pire des alternatives et que les négociations avec les milices paramilitaires s'avèrent très difficiles.

Depuis des mois les négociations entre le gouvernement et les guérillas sont enlisées, chaque partie s'efforçant de faire porter sur l'autre la responsabilité d'un échec.

Le gouvernement colombien a accepté le 20 novembre le principe d'une commission internationale pour trouver un accord humanitaire avec les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, principale guérilla du pays avec un effectif de 17.000 hommes).

Les FARC réclament la libération de prison de 500 de leurs hommes en échange humanitaire de celle de 59 personnalités militaires et politiques dont trois Américains et la Franco-Colombienne Ingrid Betancourt, ex-candidate des Verts à la présidence, capturée le 23 février 2002.

Des négociations dont l'issue est très incertaine, sont actuellement en cours avec l'Armée de libération nationale (ELN - guérilla avec quelque 4.000 combattants).

Enfin le « processus de paix » entamé par le gouvernement avec les groupes paramilitaires piétine car les chefs de ces milices, accusés de trafic de drogue, redoutent d'être extradés aux États Unis. Le gouvernement colombien a renoncé le 17 novembre à son exigence d'imposer aux groupes paramilitaires la date limite du 31 décembre 2006 pour leur démobilisation.

## **Alvaro Uribe candidat à un second mandat en Colombie**

---

Le gouvernement et les paramilitaires ont entamé depuis deux ans des négociations qui ont permis la démobilisation de près de 11.000 membres des milices sur un total d'environ 20 000 hommes.